

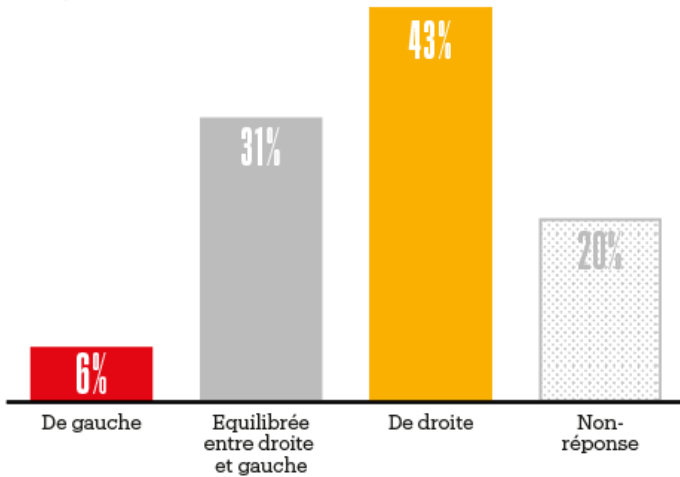
Code du Travail. Macron, priorité à droite

liberation.fr/france/2017/09/17/code-du-travail-macron-priorite-a-droite_1597071

17/09/2017

1 Le gouvernement mène une politique de droite

Diriez-vous que la politique économique du gouvernement est actuellement...



...qui favorise les plus aisés

Les catégories les plus aisées



Diriez-vous que la politique économique du Président de la République et du gouvernement vise à aider en priorité (deux réponses possibles)

Un accueil mitigé des premières mesures du quinquennat

Pour chacune des mesures, êtes-vous...

FAVORABLE Non-réponse OPPOSÉ

La baisse des dépenses publiques pour ne pas dépasser les 3% de déficit



Limiter à 12 élèves les classes de CP



La loi de moralisation de la vie politique



Limiter la directive européenne sur les travailleurs détachés



La suppression de la taxe d'habitation



La politique en matière d'immigration et à l'égard des réfugiés



La réforme du code du travail



La baisse de 5€ de l'APL



La réforme de l'ISF



Sondage réalisé par Viavoice pour Libération les 12 et 13 septembre 2017. Échantillon de 1 007 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

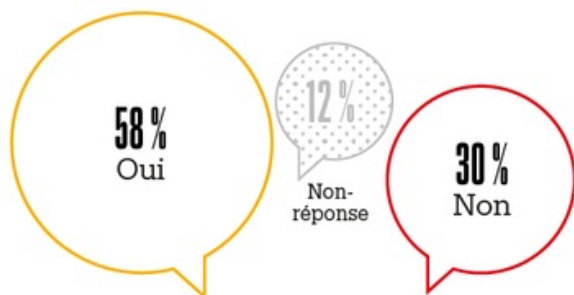
Réforme du code du travail: 60% des Français craignent une hausse de la précarité des salariés

Les premières limites du «en même temps». Après un été où le chef de l'Etat a connu une chute historique dans les enquêtes d'opinion, les Français jugent sévèrement les premiers pas de la présidence Macron. Sur la forme mais aussi sur le fond de sa politique économique et sociale.

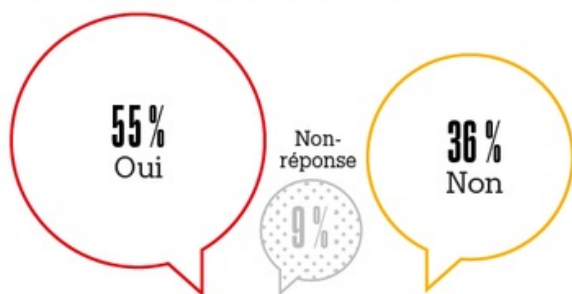
Selon notre sondage Viavoice, le gouvernement va devoir, à dix jours de la présentation de ses choix budgétaires pour le quinquennat, et alors que le bras de fer dans la rue sur le code du travail ne fait que

commencer (lire ci-contre), cravacher pour expliquer que sa politique s'adresse «à tous les Français». Certes, les personnes interrogées sont très partagées sur les soutiens aux manifestations, mais les erreurs de l'été ont infusé. Résultat, souligne Aurélien Preud'homme, directeur des études politiques à Viavoice : la «politique économique [est] perçue comme essentiellement à destination des plus aisés» et la «réforme du droit du travail [...] comme favorisant les licenciements et la précarité». Une étude pas vraiment rassurante pour l'exécutif.

2 Les Français ambivalents sur le code du travail actuel



Le code du travail a un impact négatif sur l'emploi



Le code du travail n'est pas assez protecteur

sans vraiment voir les effets positifs des ordonnances

Diriez-vous que les ordonnances...



Sondage réalisé par Viavoice pour Libération les 12 et 13 septembre 2017. Echantillon de 1 007 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Une Réforme qui ne convainc pas

Rare concession faite par les Français au gouvernement dans son argumentaire sur la refonte du code du travail : «le droit du travail a un impact négatif sur l'emploi», estiment 58 % des sondés. Et encore, ce chiffre est en baisse de cinq points depuis septembre 2015. Pour le reste, le sentiment sur ce texte phare du début de quinquennat est plutôt négatif. Non, les ordonnances Pénicaud «n'aideront pas les grandes entreprises à créer des emplois», estiment la moitié des personnes interrogées, contre 37 % qui pensent l'inverse. Pour 52 % des sondés, elles ne favoriseront pas, non plus, le dialogue social (contre 36 % de oui).

Plus des deux tiers (68 %) estiment en revanche que la réforme favorisera les licenciements, et 65 % considèrent qu'elle affaiblira le rôle des syndicats. Pour 60 % des sondés, la réforme du code du travail va «accroître la précarité des salariés». Seul effet éventuellement bénéfique, pour une petite majorité des Français (45 %) : les ordonnances aideront les TPE/PME à créer des emplois (41 % pensent le contraire).

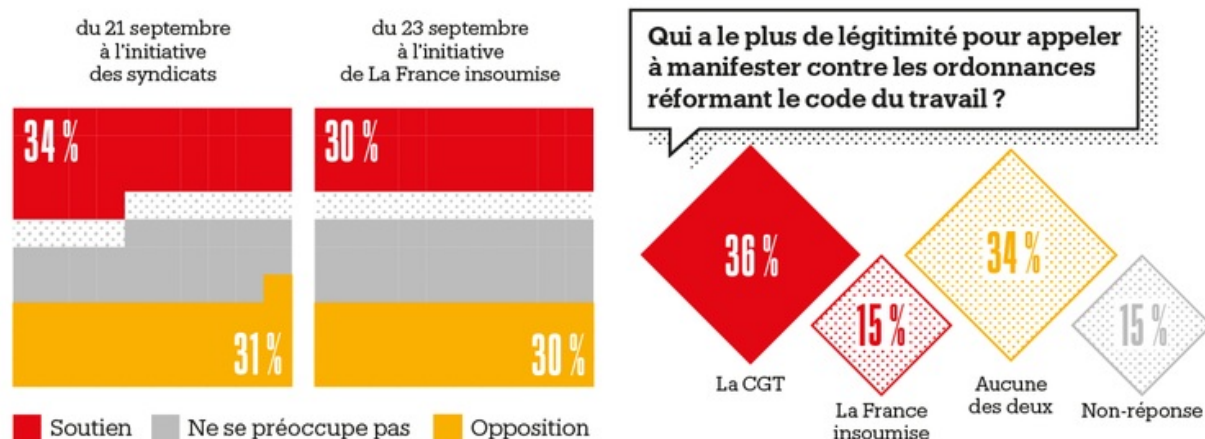
Un défaut d'adhésion inquiétant pour le gouvernement, alors même que les Français, à 55 %, jugent aujourd'hui le droit du travail «pas assez protecteur». Un pourcentage en progression de sept points en deux ans. Entre-temps, la loi El Khomri est passée par là, accentuant sans doute le sentiment que la législation a déjà été assouplie en faveur des entreprises. «Pour les députés En marche, l'objectif des ordonnances - efficacité économique et simplification du droit du travail - est atteint. Un fantasme des DRH se réalise, constate Jacques

Maire, député LREM. *Mais on ne peut pas en rester là : il faut parler aux deux France et engager un dialogue avec le monde du salariat.»*

Soutien limité au mouvement social

Pas vraiment convaincues par les ordonnances Pénicaud, les personnes interrogées ne sont pas pour autant prêtes à signer un chèque en blanc aux opposants à la réforme. Certes, un gros tiers (34 %) d'entre elles soutient la prochaine journée de mobilisation, jeudi, à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la FSU, mais elles sont presque autant (31 %) à se dire «opposées».

3 Les Français face aux manifestations



Sondage réalisé par Viaoice pour Libération les 12 et 13 septembre 2017. Echantillon de 1 007 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Un autre petit tiers (25 %) déclare pour sa part ne pas s'en «préoccuper». Assez logiquement, les sympathisants de gauche sont les plus nombreux (55 %) à soutenir le mouvement, suivis des proches du Front national (47 %), tandis que ceux du centre (52 %) et de la droite (47 %) se déclarent opposés.

Les Français sont moins nombreux à en pincer pour le rassemblement de La France insoumise, organisé à Paris deux jours tard : 30 % le soutiennent, 30 % y sont opposés, et 30 % ne s'en préoccupent pas. Une différence de soutien qui s'explique par la légitimité plus grande accordée à la CGT (36 % des sondés) plutôt qu'à La France insoumise (15 %) pour lutter contre les ordonnances. Dans la concurrence larvée qu'a semblé entretenir Jean-Luc Mélenchon avec la centrale de Montreuil pour le leadership de l'opposition sur ces sujets, les Français semblent avoir tranché. Tout en notant cependant, à 63 %, que les syndicats ne «se montrent pas très unis contre la politique du gouvernement».

Une politique économique de droite

Les ministres ont beau répéter qu'ils ne mènent «pas une politique pour les plus riches», les personnes interrogées pensent très majoritairement le contraire : à 53 %, ils estiment que «la politique économique du président de la République et du gouvernement vise à aider en priorité les catégories les plus aisés». Loin devant «tous les Français» (13 %), «les classes moyennes» (12 %) puis «les catégories populaires» (11 %). Une perception qui rejoint l'image de «Macron, président des riches», rendue crédible par une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) de juillet.

Cette dernière rapportait que près de la moitié des baisses d'impôts promises sur le quinquennat bénéficieront aux 10 % les plus riches. «Il faut faire l'effort de présenter les choses dans leur globalité, défend Stanislas Guerini, député LREM de Paris. Dès l'année prochaine, du pouvoir d'achat sera rendu aux Français.» Mais, pour l'instant, la suppression annoncée de cotisations sociales - pour compenser une hausse d'1,7 point de la CSG au 1^{er} janvier - et celle de la taxe d'habitation étalée sur trois ans n'ont, semble-t-il, pas percé.

Cette dernière mesure est certes populaire (65 % y sont favorables) mais la baisse de 5 euros d'APL cet été (58 % d'opposition) et la réforme de l'ISF (56 % d'opposition) font figure d'épouvantail. Au final, la politique économique du gouvernement est jugée comme étant «*de droite*» par 43 % des interrogés et comme «*équilibrée entre droite et gauche*» pour 31 % des sondés.

[Luc Peillon](#) , [Lilian Alemagna](#) , [BIG](#)